

Le 16 novembre 2020.

Des Conseils de Défense aux carnages sociaux

Fidèle à ses incohérences dans la gestion du Coronavirus, le gouvernement d'Emmanuel Macron persiste et signe : les «non-essentiels» peuvent mourir tranquilles, ils ne bénéficieront d'aucune compassion.

La communication des autorités qu'elle vienne du Premier Ministre, du conseil scientifique ou du ministre de la santé ne souffre aucune discussion. Les décisions sont prises dans le secret d'un conseil de défense tout puissant, aux contours aiguisés par l'oeil d'un Président devenu monarque absolu. Nos institutions sont donc tout simplement court-circuitées, le dialogue entre le gouvernement et le parlement jeté aux oubliettes par une sacro-sainte macronie, exécutant les ordres sans broncher. Le conseil scientifique qui n'a aucune légitimité politique et citoyenne, est aujourd'hui plus puissant que nos assemblées élues démocratiquement.

Mais comment accepter la mise à mort de notre tissu économique qui induit en plus le « sentiment » d'attaque à tout ce qui fait notre France ? La culture ? Balayée! Finit le droit d'acheter un livre chez notre libraire favori, plus un seul festival, plus une discothèque ouverte, plus une seule note de musique dans la rue... La convivialité ? Éliminée! Fermés les restaurants de famille tout comme le bar du coin aux apéros entre copains... Le lien social ? Rompu! Le coiffeur est désappointé et l'entrepreneur qui vend des articles de Noël pleure devant son stock qu'il ne pourra ni épuiser, ni payer. La spiritualité ? Au bûcher! Même la prière communautaire est aujourd'hui interdite, pourtant seule moyen de se retrouver pour les croyants, surtout en temps de crise.

Nous sommes donc désespérément enchaînés aux décisions de technocrates endimanchés qui ne risquent pas un seul centime de leurs salaires, et qui décrètent pour nous, du bien et du mal, de l'autorisé et de l'interdit, de ce qui relève de la vérité et du mensonge.

Le gouvernement de Jean Castex engage donc le pays vers un avenir aux contours douteux puisque, en mettant la France à genoux en procédant à un tel saccage de nos entreprises, il ne peut être que grave et triste.

Aussi, je demande au gouvernement Français :

- Que Mme Borne, ministre du travail, vienne nous donner le nombre des faillites journalières et le nombre de personnes qui s'inscrivent quotidiennement à Pôle

Emploi.

- d'interdire aux banques la saisie des biens personnels en cas de faillite.
- d'ouvrir les droits au chômage aux indépendants.

Aucun patron aujourd'hui, n'est responsable de sa mort entrepreneuriale car c'est bien le gouvernement qui actuellement provoque et signe les actes de décès.